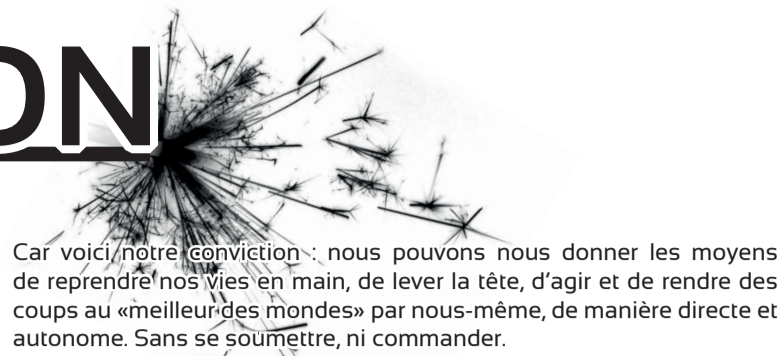


PARIS SOUS TENSION



Se faire exploiter, choisir un maître (ou se le voir imposer) et de manière générale faire comme tout le monde; est-ce cela la liberté ?

NON. Dépassons ce constat amer que nous faisons -trop- régulièrement.

Réfléchissons et discutons de tout ce qui nous opprime, nous exploite et nous empêche de nous émanciper.

Pointons du doigt les responsables, les collabos, leurs projets et leurs structures qui participent à la perpétuation et au développement de la domination et de l'exploitation.

Faisons résonner les diverses manifestations d'insoumission et d'attaques, les révoltes plus ou moins étendues dans l'espace et dans le temps. Car la domination et l'exploitation s'incarnent dans des êtres humains, des bureaux, des structures, des véhicules, etc. bien réels et atteignables par l'imagination de chacun-e.

Car voici notre conviction : nous pouvons nous donner les moyens de reprendre nos vies en main, de lever la tête, d'agir et de rendre des coups au «meilleur des mondes» par nous-même, de manière directe et autonome. Sans se soumettre, ni commander.

Et au-delà de tout cynisme ou résignation, nous sommes capables de rêver et d'imaginer des vies et des relations autres que celles qui nous sont imposées.

Ce journal se veut ainsi un cocktail d'oxygène et d'étincelles, d'idées et de rêves de liberté, d'attaques, d'insoumission et d'offensives diverses. Par des individus d'ici et d'ailleurs qui se mettent en jeu; avec audace, lucidité, espoir, dégoût, rage, joie et confiance en soi, ses idées et ses complices...

Ce journal souhaite montrer et faire la convergence de ces vies; ces vies comme des *paris sous tension*...

Journal anarchiste sur Paris et au-delà
janvier 2016 - n°5
pour tout contact :
parissoustension@riseup.net
blog avec tous les numéros et articles :
parissoustension.noblogs.org

DANS CE NUMERO:

- État d'urgence: carte blanche aux porcs en uniforme! p.1
- «Je ne veux pas aller là. Ce camp, c'est une prison» p.2
- La prison de la Santé vidée... pour mieux enfermer p.3
- Je déteste tous les curés p.3
- Transports en commun : la sécurité, c'est (surtout du) capital p.4
- Il est arrivé tranquillement p.4

+

Sélection d'ÉCLATS D'INSOUMISSION ET DE RÉVOLTE



ÉTAT D'URGENCE: CARTE BLANCHE AUX PORCS EN UNIFORME!

JEUDI 7 JANVIER, ALORS QUE LE PRÉSIDENT HOLLANDE FAISAIT L'ÉLOGE DES FLICS À L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DU CARNAGE DE JANVIER DE L'AN DERNIER, DANS LE 18ÈME UN HOMME A ÉTÉ TUÉ PAR LES BALLES DE LA POLICE. Immédiatement, la machine médiatique du pouvoir, toujours prête à manipuler la réalité pour fabriquer « l'opinion publique », avait sa vérité sur l'épisode. L'homme – nous disent-ils – avait une ceinture explosive, brandissait un couteau et avait une revendication de Daesh sur un morceau de papier (!). D'après ces journaliste larbins des flics, il s'agissait donc d'un terroriste. Quelques heures plus tard, la dynamique de l'épisode apparaissait beaucoup plus floue, la ceinture explosive n'était plus qu'« une pochette de laquelle sortaient des fils ». Or, selon plusieurs témoignages, l'homme n'était pas armé du tout, et bien au contraire il avait les bras en l'air et était seulement en train de crier. Alors, encore une fois, une grande preuve de courage des «héros de la République » ? Le jour suivant, les médias avaient déjà presque arrêté de parler de la nouvelle « attaque terroriste », en espérant faire oublier cet épisode honteux. Depuis le début de l'état d'urgence, les porcs en uniforme sont partout à Paris et ils intensifient leur activité quotidienne : ils patrouillent, harcèlent, frappent et arrêtent les gens à leur discrétion. Le prétexte du « terrorisme » a déjà permis aux flics de réaliser environ 3 000 perquisitions, armes à la main, la plupart chez des gens qui n'ont rien à voir avec le terrorisme islamiste. On mentionnera juste un exemple récent dans le quartier Hoche de Pantin : pendant un contrôle d'identité, le 14 décembre, le jeune Bilal est tabassé par les BST (Brigades Spécialisées de Terrain), au point de lui écraser un testicule ; le 26 décembre, pendant un nouveau contrôle d'identité, ils rentrent dans son domicile et tabassent tout le monde, y compris sa mère Zohra Kraiker, avec des coups de poing et de matraque, qui avait essayé de s'interposer face à la violence contre son fils. C'est ça l'État d'Urgence, extension des pouvoirs des flics pendant les contrôles d'identité, assignations à résidence et restrictions de la liberté de manière préventive et sur

la base du soupçon, possibilité de perquisition à n'importe quelle heure, intensification de l'activité de renseignement, plus grande facilité à placer des caméras et des micros dans les appartements et les voitures... Comme ça a déjà été annoncé, ces pouvoirs exceptionnels seront intégrés dans le code pénal et resteront donc en vigueur au-delà de la durée de l'État d'Urgence... C'est clair que ces mesures rendront la vie encore plus compliquée à ceux et celles qui depuis toujours se font harceler par les porcs en uniforme : les moins friquées, les rebelles, les sans-papiers, ceux et celles qui ont une tête, une manière de parler ou un couleur de peau qui ne plaisent pas aux flics. Sous prétexte de défendre la sécurité et de combattre le terrorisme, l'État intensifie donc sa guerre contre ceux et celles qu'il considère comme indésirables. Une guerre permanente et quotidienne : contrôles violents et humiliations dans les rues, tortures dans les commissariats, suicides dans les prisons, expulsions et déportations d'immigrés, encerclement et répression des manifestations, fichage et contrôle des opposants politiques... voilà la réalité de la démocratie capitaliste française, une oppression interne qui difficilement peut être cachée derrière les belles paroles « Liberté, Égalité Fraternité ».

DANS LA VILLE CHAQUE JOUR PLUS FLIQUÉE QU'EST PARIS, NOUS NOUS RÉJOUISSONS FACE AUX ACTES DE RÉVOLTE ET D'INSOUMISSION ET NOUS REFUSONS LE CHANTAGE MORAL QUI TE DIT « SOIT LA RÉPUBLIQUE, SOIT DAESH ». SI NOUS SOMMES CONSCIENTS DE L'HORREUR QUE REPRÉSENTENT DAESH ET SES FANATIQUES, NOUS N'OUBLIONS PAS POUR AUTANT LES ATROCITÉS COMMISES PAR LA FRANCE DANS LE MOYEN ORIENT, SON ANCIEN ET NOUVEAU COLONIALISME. NOUS NE NOUS FERONS JAMAIS BARATINER PAR CEUX-LÀ-MÊMES QUI NOUS OPPRIMENT, AU NOM DE LA « SÉCURITÉ ». ET DONC, AMANTS DE LA LIBERTÉ, CONTINUONS À LEVER LA TÊTE ET LE POING, AGISSONS DE JOUR COMME DE NUIT, NE NOUS LAISSONS PAS TERRORISER PAR L'ÉTAT ET SES SBIRES !

ECLATS D'INSOUMISSION ET DE REVOLTE

PARCEQUE LA LIBERTÉ SERA TOUJOURS À CONQUÉRIR AVEC NOTRE INTELLIGENCE ET NOTRE FORCE. PARCEQUE FACE AUX FLICS, POLITICIENS, ENFERMEURS, PATRONS, EXPLOITEURS, VENDEURS DE FAUX ESPOIRS, BÂTISSEURS DE LA SOCIÉTÉ-PRISON, COLLABOS, FAUX CRITIQUES, RENDRE DES COUPS DONNE DE VIGOUREUSES BOUFFÉES D'OXYGÈNE.

LA SEULE ÉGLISE QUI ILLUMINE EST CELLE QUI BRÛLE
Dans la nuit du 9 au 10 janvier l'église Saint-Louis à Fontainebleau a reçu la visite imprévue d'un être que le Père, le Fils et le Saint-Esprit ont eu bien du mal à contenir: un autel du XVIe siècle entièrement brûlé, des hosties consacrées jetées sur le sol, l'Enfant-Jésus de la crèche dérobé, trois mises à feu à l'aide de fauteuils et de meubles pour permettre aux flammes de se propager. Si Dieu existe...il se fait vieux !

PAS DE «MEILLEURS VOEUX» POUR LA JUSTICE

Mercredi 30 décembre au petit-matin, quelqu'un a brisé une vitre du palais de justice de Douai avant de bouter le feu au sous-sol. Le 15 janvier à Strasbourg, c'est le bureau d'une greffière d'une annexe du palais

de justice qui a été livré aux flammes, un peu avant 7h30. Des «éléments de procédure» ont été détruits, notamment «des décisions qui devaient être rendues vendredi matin», et «une partie des archives.»

ANTICOP21

Début décembre à Ivry-sur-Seine les vitres du bâtiment du groupe EDF ont été repeintes à l'huile de vidange, accompagné d'un tag «Fukushima, mon amour», rappelant le fléau que constitue le nucléaire et la dévastation qu'il engendre et engendrera. Dans la nuit du 6 décembre au nord de Toulouse ce sont 5 voitures EDF qui ont été livrées aux flammes dont voici un extrait de la revendication: «EDF est un des partenaires de la COP21. C'est également une

entreprise d'état qui cherche à présenter le nucléaire comme une solution au problème du changement climatique. Le nucléaire c'est la mort, détruisons ses promoteurs !

Nous pensons qu'il est important d'attaquer la cop21 là où elle se trouve: c'est à dire partout où il y a du profit et du pouvoir. [...] Plus d'essence contre l'état (d'urgence) !»

A Paris, Montreuil et Bagnolet des Autolib' ont été incendiées, et à Lille des locaux d'EDF ont été tagués «Ni nucléaire ni CO2»et les vitres d'une BNP ont été brisées et a été tagués «Collabo du désastre écologique».



« JE NE VEUX PAS ALLER LÀ. CE CAMP, C'EST UNE PRISON. UNE FAÇON SUBTILE DE NOUS EMPRISONNER »

A CALAIS, L'ANNÉE 2016 COMMENCE COMME ELLE S'EST TERMINÉE: PAR LE RENFORCEMENT DES MESURES RÉPRESSIVES À L'ENCONTRE DES INDÉSIRABLES (CLANDESTINS, SANS-PAPIERS, HORS-LA-LOI, REBELLES...), PAR DES DÉCLARATIONS DE GUERRE EN ACTE DE LA PART DU GOUVERNEMENT ET DE SA POLICE CONTRE EUX. LE TOUT AVEC L'APPUI EXPLICITE D'UNE FRANGE DE LA POPULATION, LA PLUS EXÉCRABLE, CELLE QUI A CHOISI LA XÉNOPHOBIE COMME PALLIATIF À SON EXISTENCE MISÉRABLE, ET QUI JUBILE DE VOIR LE GOUVERNEMENT -QUI N'EN FAIT JAMAIS ASSEZ D'HABITUDE SELON EUX- LÂCHER LA BRIDE ET SE DÉCIDER À UTILISER LES GRANDS MOYENS. ET L'ADHÉSION PASSIVE DE CEUX QUI FACE À LA GRAVITÉ D'UNE SITUATION SE RANGERONT TOUJOURS DU CÔTÉ DE L'ÉTAT, EXIGEANT DE LUI QU'IL RÉTABLISSE L'ORDRE DANS L'UNIQUE SOUCI DE CONSERVER LEUR PETIT CONFORT, LEUR PETIT CHIFFRE D'AFFAIRE, LEUR PETITE VOITURE INTACTE, LEUR PETITE ROUTINE, LEUR PETITE TRANQUILLITÉ MENTALE QUI LEUR PERMET DE VIVRE LEUR VIE SANS PRÊTER ATTENTION AU MONDE QUI LES ENTOURE.

Comme dans de nombreux endroits du monde, voilà des années qu'à Calais de plus en plus de personnes affluent pour passer en Angleterre, passer une frontière qui leur est fermée car ils ne disposent pas des documents qu'il faudrait, ils ne correspondent pas aux exigences des décrets, ils n'ont pas de diplômes ou de CV à faire valoir pour se vendre sur le marché du travail, ou au contraire parce que maintenir dans la peur du lendemain cette main d'œuvre bon marché est un bon moyen pour la domestiquer et la maintenir corvéable à merci. Des années donc qu'ils s'organisent entre eux pour survivre, dans l'attente de pouvoir tenter leur chance de franchir illégalement la frontière, de réussir à franchir les nombreux obstacles qui séparent un bout de territoire d'un autre pour qui est indésirable aux yeux de l'Etat et aux yeux du marché. Et comme dans une situation hostile, bien souvent, l'union fait la force, ils en sont venus à habiter par milliers (entre 4500 et 6000) dans un campement de fortune, une zone qui est maintenant connu sous le nom de « la Jungle ». Les flics, qui étaient coutumiers de la destruction de tentes ou de cabanes à l'époque où elles étaient isolées les unes les autres, n'osent pas rentrer dans « la jungle » pour en déloger les habitants. Et ces habitants, ne se faisant plus chasser tous les quatre matins, s'organisent désormais par petits groupes et ensemble pour pénétrer dans des camions de marchandises, pour accéder au tunnel sous la Manche ou au port.

Mais voilà, depuis plusieurs mois les entreprises comme Eurotunnel et SNCF Réseau Ferré ont restreint l'accès au Tunnel et renforcé drastiquement son contrôle, la première embauchant une centaine de maîtres-chiens, la seconde érigeant le long des voies des barrières hautes de plusieurs mètres et surmontées de barbelés. De leur côté, les flics, plus nombreux et désormais équipés de drones, jouissent d'un décret (un joker pour les flics permis par l'instauration de l'état d'urgence) qui leur permet d'arrêter tout piéton sur la rocade menant au port, et de le refiler à leurs amis les juges qui pourront les condamner pour cela à 6 mois d'emprisonnement. Ô joie, clament en chœur le président de région (qui en appelle à l'intervention de l'armée pour main-tenir-l'or-dre !), la maire de Calais et le préfet, réclamant la prison ou la déportation pour chaque migrant coupable d'intrusion sur les zones portuaires ou le site d'Eurotunnel. (passages obligés, en l'absence de portail spatio-temporel, pour passer la frontière), d'affrontements avec la police (devenus nécessaires pour tenter de s'introduire sur les sites en question, en plus de ses éternels bienfaits), de dégradations et « d'infractions de droit commun » (saines réactions fruit de la frustration, déception, colère, désespoir, rage...). Il s'agit de mettre de l'huile dans la broyeuse judiciaire, de faire planer le couperet de la prison ou de l'expulsion (qui signifie dans le moins pire des cas que tout est à recommencer) au dessus des têtes des migrants qui ne se comportent pas comme tous ces bureaucrates, fonctionnaires, juges, politiciens, l'attendent d'eux : en victimes.

Les rêves d'ordre et de pacification des gouvernants de tout poil ne sont pas au rendez-vous des temps à venir. Pour preuve, le 17 décembre, près d'un millier de personnes se déplacent le long de l'autoroute en direction du tunnel. Avec Noël qui approche les bouchons sont importants aux alentours du centre commercial, ils se disent alors qu'ils auront plus de possibilités de se faufiler dans un camion. La police n'est pas cet avis, s'ensuivent alors des heures d'affrontements. Rebelote le 25 décembre, 2500 personnes traversent le centre de Calais pour se rendre vers le site du tunnel sous la Manche, mais la police les repousse. Sur le chemin du retour des voitures font les frais de la frustration et de la colère : rétroviseurs et parebrises éclatés, essuie-glaces pliés. Quelques sbires en uniformes sont blessés. En ces jours obscurs où la haine la plus aveugle rejoint l'égoïsme le plus mesquin, où la soumission la plus veule prospère sur l'absence générale d'espoir d'une vie radicalement autre, il n'aura pas fallu attendre longtemps pour qu'en retentissent les glapissements mi-indignés mi-intéressés de la paisible et laborieuse population qui s'est rangé du côté de l'ordre:

Les parents se sont plaints...les enfants d'une école maternelle voisine ont senti fortement les effluves de gaz lacrymogènes utilisés massivement par les forces de l'ordre : les migrants sont dangereux, les yeux de nos enfants piquent encore.

Les commerçants se sont plaints...une chose pareille à l'approche de Noël, c'est une catastrophe : les gens n'osent plus faire leurs courses dans le secteur, et leurs trajets en voiture durent 8 fois plus longtemps : les migrants ne respectent pas nos traditions, les courses de Noël c'est sacré !

Les riverains se sont plaints...des migrants ont défoncé les grillages de jardins particuliers pour passer, les enfants sont terrifiés : les migrants sont menaçants, se pourrait-il qu'un jour ces gens s'introduisent chez nous pour dévorer nos enfants ?

Les salariés du port se sont plaints...quel désastre de ne pas éloigner le centre d'hébergement autour duquel a proliféré « la jungle » (où survivent désormais 4500 êtres humains). 7500

camions de passage en moins depuis septembre : les migrants sont coûteux, ils font chuter notre chiffre d'affaire.

Les automobilistes se sont plaints... « c'est la première fois que mon rétroviseur est cassé, tout ça le jour de Noël, quel choc ! », « Mon toit est cabossé, ces énergumènes l'ont frappé à coups de bâtons, quelle violence, mais dans quel monde on vit ! »

Les « Calaisiens en colère » (groupe aux contours flous, composé en majorité d'agents de sécurité, qui toutes les nuits entre 20h30 et 5 heures patrouille aux alentours de « la jungle », guette aux alentours de la rocade pour prévenir le passage de migrants en direction du tunnel) se sont plaints...la population Calaisienne ne les a pas encore rejoint pour combattre les migrants.

Les transporteurs se sont plaints... 36 millions d'euros de perte à cause des embouteillages ou des contrôles anti-immigration déclare un chef d'entreprise pour qui « le discours politique traite toujours le problème de Calais sous l'angle humanitaire, sans tenir compte des aspects économiques » [voir l'encadré joint à cet article] : les 20 migrants morts dans la région depuis juin en tentant de rejoindre l'Angleterre ne se sont pas plaints, eux, pour leur chiffre d'affaire, ceux qui vivent encore non plus.

Éprouvant de larges difficultés à maintenir l'ordre à Calais face à des individus qui ne renonceront pas à poursuivre leur chemin – sur la route d'un exil qu'en grande partie ils ont été, poussés par leurs conditions de vie, contraints de prendre – vers la direction qu'ils ont choisi, l'Angleterre, l'Etat s'est contenté ces derniers mois de gérer le désordre. En deux mois 1800 personnes arrêtées à Calais ont été envoyées (via l'aéroport de Marck) en centres de rétention, ces prisons pour étrangers, aux quatre coins de la France (Nîmes, Vincennes, Marseille, Toulouse, Rouen...), dans l'objectif de les isoler et de les décourager de revenir.

Désormais, l'Etat se donne de nouveaux moyens pour poursuivre un objectif, celui qui est la condition de son existence et qui lui confère sa légitimité : imposer l'ordre à Calais -par la force, cela va sans dire. Faire la chasse aux « migrants » donc. Comme en témoignent les demandes répétées d'intervention de l'armée de la part du président de région, l'arrivée d'un véhicule blindé à roues de la gendarmerie utilisé dans les cas extrêmes pour mater des rassemblements hostiles de grande envergure (comme ce fut le cas en novembre 2005 quand une partie du territoire s'est embrasée pendant plusieurs semaines), ou encore l'envoi massif de grenades lacrymogènes au sein même du camp avec pour cible l'ensemble de ses habitants sans discrimination aucune.

Dans cette optique, l'ouverture d'un camp au cœur même de « la jungle » est l'épine dorsale de ce projet gouvernemental, projet terrifiant pour toute personne pas encore sourde aux souffrances humaines, pas encore insensible face à la froide négation de l'existence d'individus au nom d'intérêts supérieurs, et profondément convaincue de l'impossibilité pour chacun de vivre libre dans un monde fondé sur l'autorité. C'est depuis le lundi 11 janvier donc, que ce camp est désormais fonctionnel. 125 containers préfabriqués de 12 mètres de longs. L'un sur l'autre. 6 lits superposés par container. 12 places par container. 2,33m² par personne. Ni douche ni cuisine. 1500 places au total. Camp grillagé. Équipé de caméras de vidéosurveillance. Contrôle biométrique à l'entrée. Après 2 mois de propagande dans « la jungle » seules 114 personnes dites « volontaires » (il est évident que ce n'est pas la volonté qui préside à un tel choix mais bien la nécessité de survivre et ses calculs qui y accule) ont accepté de s'y rendre une fois les travaux terminés. Voilà donc ce qui s'annonce pour les temps à venir : internement dans le camp sur fond de chantage pour une partie des migrants de la jungle avec identification et enregistrement obligatoires, et déplacement forcé pour les autres (les employés de l'association La Vie Active qui gère le camp aidée par le Secours Catholique, Salam, l'Auberge des migrants et Act'Aid ont déjà commencé à convaincre de dégager 500 habitants de « la jungle »), envoi en centre de rétention et/ou expulsion pour une partie d'entre eux. Car puisque l'objectif de l'Etat est de prendre le contrôle total de la zone, de prendre autant que possible dans ses filets chacun de ses habitants présents et à venir (filets dont la police, les administrations comme l'OFPRA, et les associations humanitaires constituent tour à tour les différentes mailles) et de fermer totalement la frontière avec l'Angleterre, cela passe par la destruction de « la jungle », cet espace où se débrouiller pour survivre et s'organiser ensemble de manière autonome est encore possible.

Une bonne nouvelle nous parvient au moment même où nous écrivons ces lignes. Une bonne nouvelle pour chaque personne qui souhaite la destruction des frontières, et qui rappelle qu'il est toujours possible d'agir. La nuit du 15 au 16 janvier deux véhicules de chantier ont été incendiés à proximité du camp. Engins qui appartenaient à la société Sogéa qui a effectué l'installation des containers. Une bonne nouvelle qui dit aussi: qui veut lutter peut s'en donner les moyens. A Calais comme ailleurs.

LES ENTREPRISES QUI COLLABORENT À CE PROJET EN SE PARTAGEANT LES 20 MILLIONS D'EUROS DU GÂTEAU (AMÉNAGEMENT, FONCTIONNEMENT) SONT NOTAMMENT :

Logistic Solution : fournisseur des conteneurs La PME Logistic Solution est déjà un partenaire régulier des militaires, puisqu'elle fournit par exemple les containers du chantier sur Mururoa en association avec Sodexo Defense Services (contrat à 30 millions d'euros), et l'avait fait pour le ministère français de la Défense lors de l'exercice de certification de 5000 militaires de l'OTAN Steady fast Jazz, en Pologne (novembre 2013). C'est aussi un fournisseur de l'armée égyptienne. Logistic Solution a commencé à livrer ses containers à Calais le 7 décembre 2015, pour une ouverture du camp prévue au mois de janvier. Elle livrait 21 containers par jour la première semaine de l'année.

ATMG : surveillance du site pendant les travaux Habités de la surveillance des chantiers Eiffage, Bouygues, etc.

Biro Sécurité : Dispositif biométrique du camp & surveillance du centre d'accueil de jour Jules-Ferry et de la zone « tampon » depuis mars 2015 (30 agents de sécurité et maîtres-chiens recrutés) « C'est un marché très important pour la société, assure le Calaisien. Et qui crée de l'emploi ». Avec le nouveau camp pour 1 500 réfugiés, Biro compte recruter six nouveaux agents. L'entreprise fournit aussi à La Vie Active le dispositif d'accès biométrique sécurisé au camp humanitaire de 1 500 migrants. » (La Voix du Nord, 15/12/2015)

Par ailleurs, Biro Sécurité s'enrichit de tous côtés en montant pour des transporteurs des « parkings sécurisés » en aval près de la rocade de Calais pour empêcher les migrants de monter dans les camions, et en amont comme sur l'aire d'autoroute de Saint-Laurent à Steenvoorde (Belgique, à 70 km de Calais).

ASSOCIATION LA VIE ACTIVE : gestionnaire du camp (choisie en octobre 2015, elle était candidate en concurrence avec La Croix rouge sur ce marché) La vie active, grosse « association d'utilité publique », gère plus de 70 établissements et sites, « dans les secteurs de la Petite enfance (crèche d'entreprises, CAMSP), l'Enfance (IEM, IME, ITEP, SESSAD), le Social (MECS, clubs de prévention, service tuteur, CHRS, PAEJ) les Adultes handicapés (foyers de vie, SAJ, SAVS), les Personnes âgées (EHPAD, SSIAD), la Formation ».

D'autre part les hôtels Première Classe, Kyriad et Campanile de Loon Plage qui ont loué jusqu'à 180 chambres aux CRS depuis octobre, et les hôtels Quality Hôtel, Première Classe et Campanile de Armbouts-Cappel qui louent plusieurs dizaines de chambres aux CRS depuis juillet.

LA PRISON DE LA SANTÉ VIDÉE... POUR MIEUX ENFERMER

IL PARAÎT CLAIR QUE LE BUT DU SYSTÈME CARCÉRAL n'est pas seulement d'enfermer pour punir, pour se venger, ou d'éloigner plus ou moins momentanément certaines personnes du reste de la société : cet enfermement a pour but de remodeler (ou juste venir à bout de) la personnalité des détenus, de les dompter, les forcer par la peur et l'humiliation (et contraindre tous les autres par la menace de l'incarcération) à se soumettre aux règles de l'ordre social, comme le montre bien l'attention toujours croissante à la « réinsertion » des détenus : on veut que les prisonniers une fois sortis se mettent à travailler tous les matins comme tout le monde, faire leurs courses au supermarché comme tout le monde, entretenir leurs relations familiales, montrer leurs papiers quand on le leur demande, et si cette vie morne leur pèse trop, agrémenter leurs lundis matins et samedis soirs de drogues légales uniquement (alcool, anxiolytiques...).

Pour incorporer, avaler et digérer dans ce but ceux dont le comportement est indésirable pour la société, au lieu de les punir d'une simple exclusion, un traitement hypocrite et vicieux doit être élaboré par le pouvoir selon le vieux principe de la carotte et du bâton : enfermer plus ou moins de mois ou d'années, mais en maquillant la perfidie du châtiment en bienveillance : on propose généreusement d'aider à se racheter ceux qui accepteront de se soumettre à l'ordre, faire ce qu'on leur dit et accepter une vie étriquée en renonçant, même une fois sortis des murs en béton, à leur liberté en restant dans les murs invisibles des lois et du comportement social correct et docile.

D'une certaine manière, c'est comme si au lieu de jeter des humains dans la poubelle verte, on s'attelait à les « recycler » en bon citoyens, ce qui est plus pudiquement appelé la réinsertion. Or pour dompter les encagés, il faut d'abord leur faire accepter un peu mieux la réclusion, les calmer par des attentions sournoises présentées comme des cadeaux, leur « offrir dignité et humanité » (rien que ça !) (citations d'une brochure de l'APIJ, voir plus bas) par... quelques plantes égayant les cours de promenade, une douche en état de marche dans leur cellule, des bâtiments aux murs plus clairs pour le plaisir des yeux...

La vieille Maison d'Arrêt de La Santé, dernière prison à Paris intra-muros, devenait vraiment décrépie depuis 150

ans qu'elle enferme. Mais jugée bien utile par le pouvoir pour enfermer notamment des prévenus à quelques kilomètres seulement du Tribunal de Grande Instance de l'île de la Cité, et chargée comme ils disent d'une « symbolique particulière » (elle montre en effet à tous les parisiens qu'on s'évertuera à mater ceux qui n'entendent pas respecter les règles), ils ont pensé bon de la remettre en état une bonne fois pour toutes, après avoir été obligés de fermer progressivement des bâtiments en raison de leur délabrement croissant. Un coup de fard sur les murs gris pour que ça reparte pour des années...

Ainsi, 920 prisonniers ont été transférés vers d'autres taules mi-2014 pour permettre une grande rénovation de la prison, dont les travaux ont commencé en décembre 2015 et devraient se terminer en 2018 : une partie des bâtiments (notamment le quartier bas en panoptique) sera rénovée mais conservera son architecture historique, tandis qu'une autre partie sera entièrement reconstruite. Seul le quartier de semi-liberté, comportant 100 places, restera ouvert pendant toute la durée des travaux. Une fois les autres quartiers de nouveaux en fonction, la capacité totale de la Santé devrait être de 800 places, en grande partie en cellules individuelles, que les architectes ont prévu plus grandes qu'avant (tenez vous bien...9m² ! au lieu de 7m² auparavant, quelle bonté).

Bien sûr, cette remise à neuf doit profiter tout autant aux matons, pour leur confort, leur sécurité, puisque les futures infrastructures « faciliteront la surveillance », ce qui n'est évidemment pas bon signe pour les surveillés et leurs marges de manœuvre au quotidien.

Pour les travaux à effectuer, le Ministère de la Justice, par le biais de son mandataire l'APIJ (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice) a lancé un appel d'offre en 2011 puis a sélectionné architectes, constructeurs et financeurs avec qui a été signé un Partenariat-Public-Privé en novembre 2014 : les entreprises réunies au sein du consortium Quartier Santé seront en charge du financement, de la réhabilitation-reconstruction, puis

de l'exploitation-maintenance et des prestations de service associés : restauration, fourniture et entretien du linge, cantine (vente de produits de consommation aux détenus), mise à disposition de véhicules administratifs et pour les transferts, travail pénitentiaire, accueil des familles... tout cela contre un loyer que l'Etat leur versera pendant 25 ans. C'est **GTM Bâtiment** (filiale du groupe **Vinci Construction**, des constructeurs de taules chevronnés) qui sera chargé des travaux, **Gepsa** (filiale de **GDF Suez**) qui s'occupera ensuite de la maintenance et des prestations de services, tandis que le financement sera apporté principalement (80%) par le grand groupe britannique de capital-investissement **3i**, ainsi qu'à 10% par sa filiale **Barclays Alma Mater General Partner Ltd. (BAM GP)** et 10% par Gepsa, et par un emprunt de 190 millions d'euros à deux banques japonaises, **Mizuho** et **Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ** ainsi qu'à la banque **Natixis**, filiale du groupe **BPCE [Banque populaire & Caisses d'épargne]**, qui avait déjà participé aux financements des taules de Valence (Drôme) et Riom (Puy-de-Dôme). Côté conception, les architectes s'étant penchés sur le sujet pour dessiner les futurs bâtiments selon les besoins du système pénitentiaire sont ceux des agences **Pierre Vurpas & Associés Architectes**, **AIA Architectes** et **AIA Studio Paysages**. Pierre Vurpas & Associés Architectes ont aussi dessiné le Palais de Justice de Lons-les-Saunier, les EPM (prisons pour mineurs) de Quiévrechain, Meyzieu et Chauconin.

Ces entreprises, en choisissant de travailler pour le Ministère de la Justice, apportent leur pierre à l'édifice du système carcéral, et si certains se croient « humanistes » à réparer des cages et y planter des arbres, collaborer c'est déjà cautionner, et améliorer (les conditions de détention etc) c'est favoriser l'acceptation de ce que nous nous trouvons forcément inacceptable quels qu'en soient les détails de forme : l'enfermement. Alors si ce monde de merde est constitué des pierres de tous ceux qui contribuent à sa perpétuation, détruisons-le et ses prisons pierre par pierre en allant débusquer les responsables de ce système mortifère !

FEU AUX PRISONS ET À LEURS COLLABOS

JE DÉTESTE TOUS LES CURÉS

Je déteste tous les curés car ils nous parlent d'une autre vie après la mort. Ils mentent pour nous éduquer à l'attente, à la passivité et à la résignation. Personne ne peut savoir ce qu'on devient après que notre corps a cessé de vibrer, s'il restera quelque chose de plus qu'un tas d'os. Notre seule certitude est qu'on est sur cette terre, avec ses joies et ses peines, et une vie à vivre.

Je déteste tous les curés, car avec leur morale ils essaient de nous apprendre la discipline de l'obéissance et du conformisme. Ils veulent nous empêcher d'utiliser librement nos têtes et nos corps. Leur Dieu qui observe et juge, qui envoie au Paradis ou à l'Enfer, ressemble trop aux juges qui sont dans les tribunaux, avec leurs flics, leurs matraques et leurs prisons pour tous ceux qui ne respectent pas leurs règles.



Je déteste tous les curés, parce que leur parole est la parole de celui qui commande, de ceux qui organisent les croisades, les guerres saintes ou les jihad. Parce que, qu'ils soient chrétiens, islamiques ou juifs, ils défendent un ordre fondé sur l'exploitation et l'oppression. Ils ont besoin de bons citoyens et de soldats à enrôler. De moutons à tondre et à sacrifier.

Je déteste tous les curés et j'aime toutes celles et tous ceux qui chaque jour se révoltent contre l'autorité et le conformisme, celles qui osent sortir du troupeau, les blasphémateurs, les iconoclastes, les rebelles.

ECLATS D'INSOUMISSION ET REVOLTE

PARCEQUE LA LIBERTÉ SERA TOUJOURS À CONQUÉRIR AVEC NOTRE INTELLIGENCE ET NOTRE FORCE. PARCEQUE FACE AUX FLICS, POLITIENS, ENFERMEURS, PATRONS, EXPLOITEURS, VENDEURS DE FAUX ESPOIRS, BÂTISSEURS DE LA SOCIÉTÉ-PRISON, COLLABOS, FAUX CRITIQUES, RENDRE DES COUPS DONNE DE VIGOUREUSES BOUFFÉES D'OXYGÈNE.

A BAS LA FRANCE, À BAS TOUTES LES NATIONS !

A Thorigny-sur-Marne durant une nuit de décembre cinq jeunes gens couraient dans la rue en brandissant deux drapeaux tricolores enflammés volés sur le monument aux morts et en hurlant des slogans anti-nationaux. Un peu de bon sens au milieu du zèle patriotique de ces derniers temps.

FEU LES JOURNALISTES

Un camion de retransmission par satellite de la rédaction de VTM a été incendié dans la nuit du 10 au 12 décembre, avenue Jules-Rimet à Saint-Denis, juste en face du Stade de France. Un moyen sûr pour bannir ces claques-merdes de nos vies.

FEU LES RICHES

Jeudi 7 au petit-matin une quinzaine de véhicules ont

été endommagés au cours d'un incendie au 1er et 2ème niveau d'une concession Mercedes rue Rennequin dans le 17ème. Des voeux aux riches pour l'années à venir ?

FEU AUX PRISONS

Dans la nuit du dimanche 13 décembre sur le parking de la prison d'Osny ce sont huit fourgons cellulaires aménagés pour assurer les transferts des détenus entre les taules et les tribunaux qui ont été entièrement détruits ou endommagés par un incendie. Les prisons n'ont pas que quatre murs...

LIBERTÉ POUR TOUS ET TOUTES, AVEC OU SANS PAPIERS

A Paris, des feux d'artifice et des cris de liberté ont été lancés le soir du réveillon par-dessus les murs du centre de rétention de Vincennes, de la maison d'arrêt de Fresnes et de la maison d'arrêt des femmes de Fleury-

Mérogis. Le lendemain, petit rassemblement et feux d'artifice devant l'hôpital psychiatrique rue du général Lassalle.

A Marseille, pour cette soirée de nouvel an une trentaine de personnes à minuit devant la prison des Baumettes ont lancé pétards, feux d'artifice et ont crié leur solidarité envers les personnes incarcérées, idem à Toulouse devant le centre de rétention administratif de Cornebarrieu ainsi que devant le centre de détention de Seysses.

A Besançon pendant quelques minutes ont résonné des slogans contre le système carcéral — « les prisons en feu les matons au milieu », « pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons toutes les prisons », « feux aux prisons, crèvent les matons », etc... — et des sifflets au milieu des cris de satisfaction et de joie de prisonniers aux barreaux de leurs cellules.

TRANSPORTS EN COMMUN :

LA SÉCURITÉ C'EST
(SURTOUT DU) CAPITAL

Le plus important aux yeux de l'Etat est-il réellement de protéger sa population d'un danger de mort immédiat tel qu'un potentiel colis piégé ? Dans ce cas il ne devrait pas hésiter à arrêter le trafic, prendre le temps d'être sûr d'éliminer le danger. Or, si l'on en croit la grève sur le RER A du 10 décembre dernier vis-à-vis de la responsabilité du traitement des colis suspects que se renvoyaient préfecture de police et RATP, dénonçant la primauté de la fluidité du trafic sur la sécurité des voyageurs, on ne peut que se rendre compte que notre vie n'a aucune importance face à celle de l'Economie qui est nourrie par l'asservissant et aliénant train-train quotidien. Economie dont le secteur de la sécurité tient lui une bonne petite forme par ces temps terribles de crise économique et de menace terroriste mondiale.

Les portiques de sécurité scanners à rayons X inclus installés en grande pompe sur les quais du Thalys à Gare du Nord et le personnel spécialisé affecté représentent ainsi au total pas moins de 2,5 millions d'euros par quai et par an. Mais comme on nous le martèle inlassablement, la sécurité d'abord ! En effet, si celle-ci a un coût, elle n'a pas de prix dicit Ségolène Royal, ministre du développement durable, qui gloussait fière comme un coq de l'installation de ces joujoux. C'est que peu auparavant ces gadgets à la COP 21 ont « fait merveille », et qu'en plus c'est du Merde in France !

Mais encore une fois, qu'en est-il de leur exigence de nous protéger, qu'est-ce qui prime dans leurs têtes entre l'intégrité physique de chacun-e d'entre nous et leur trafic ? Réponse d'un (ir)responsable SNCF : « à certaines heures en fin de journée, il est impossible de totalement vider le quai des gens qui descendent avant de laisser passer ceux qui vont partir (...) on a été obligé de laisser les flux se croiser. » La SNCF « transige » ainsi sur cette énième mesure pour cette soi-disant si impérieuse question de sécurité censée justifier notre soumission volontaire aux divers agents et machines de contrôle.

UN APERÇU DES DIVERS RESPONSABLES TRAVAILLANT MAIN DANS LA MAIN, SE FAISANT DE L'ARGENT SUR LA MANIPULATION DE LA PEUR, ENTREtenant L'ESPRIT DE SOUMISSION, COLLABORANT AU DÉVELOPPEMENT DU FLICAGE ET À SA PROPAGANDE CE QU'ILS APPELLENT LA SÉCURITÉ.



Deux élu-e-s ayant présenté la proposition de loi dans les transports : **Bruno Leroux** député PS, 19-21 Avenue de la République 93800 Epinay-sur-Seine ou encore **Sophie Errante** députée PS de Loire Atlantique qui a une Permanence Parlementaire 17 rue des Sports App 7 44330 LE PALLET.



Christophe Naudin est un «criminologue» français attaché à l'université Paris II Panthéon Assas, spécialiste de la sûreté aérienne et de la criminalité identitaire ainsi qu'entrepreneur dans la sûreté des transports.

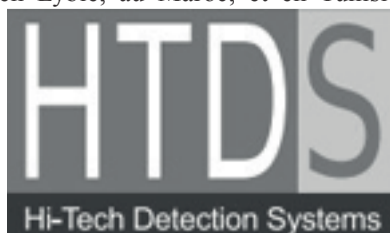


Patrick Ropert, directeur de Gare et connexions qui a notamment déclaré que le coût de la sécurité serait répercuté sur les billets de train, et **Stéphane Volant**, secrétaire général SNCF qui a annoncé l'expérimentation de la vidéosurveillance intelligente.



Lui, c'est **Loic Mechinaud**, directeur marketing de HTDS. Après avoir emporté début juin 2015 un marché entre 3 et 4 millions d'euros pour la fourniture, l'installation et la maintenance de systèmes de détection de traces d'explosifs dans 17 aéroports français, l'entreprise française **High Tech Detection Systems** a fourni les portiques de la COP 21 qui sont ceux actuellement en service sur les quais du Thalys. Le recyclage, la valorisation des déchets qu'on vous dit ! HTDS dispose notamment de filiales en Algérie, en Egypte, en Lybie, au Maroc, et en Tunisie. Son siège social se situe lui dans nos contrées.

HTDS
Parc d'activité du Moulin de Massy
3 rue du Saule Trapu - BP 246 91882 MASSY Cedex
01 64 86 28 28



Et pour bien affirmer le règne de la normalité, la SNCF teste des logiciels d'analyse comportementale couplés aux caméras pour prévenir des gestes suspects et comportements anormaux.

Identifier un terroriste dans la foule par la montée de sa température corporelle, ou par la manière dont il incline la tête... bon sang mais c'est bien sûr !

Dis-donc, t'as pas intérêt à être malade ou à manger épicé ! Et gare à ne pas avoir fait de yoga avant d'aller à ton entretien d'embauche ! Alors... fini le temps où l'on court en retard, se trompant et faisant de secs demi-tours ? Révolu sera bientôt le temps où l'on fonce parmi la foule en gueulant d'incompréhensibles onomatopées, le cœur battant la chamade à tout rompre, vers son ou sa bien-aimé-e ?

Si les tarés industriels en blouse blanche affirment que leurs gadgets sont loin d'être au point (un individu équipé d'armes et d'explosifs et idéologiquement déterminé à s'en servir n'est pas forcément nerveux concèdent-ils à moitié - sans doute le souvenir de tous ces flics et militaires inexpressifs et froids leur revenant), la SNCF n'en persiste pas moins dans cette voie absurde, dont la capacité à contribuer à sauver des vies est une sale blague, et plus que tout, une tromperie marchande et lucrative.

On le voit bien, plus que nous protéger contre un éventuel attentat, toutes ces mesures de sécurité que l'Etat (socialiste) fait passer aussi urgemment que tranquillement, ne font que nous inculquer plus profondément la soumission aux exigences supérieures de la démocratie et du capitalisme. Pouvoirs de police supplémentaires accordés aux milices des transports en commun, durcissement des amendes et de leur recouvrement, pénalisation des mutuelles de fraudeurs, chasse des vendeurs à la sauvette... la loi sur la sécurité dans les transports en commun adoptée à l'unanimité par toutes et tous les député-e-s, ces représentant-e-s du bon Peuple, fera ainsi feu surtout sur les pauvres, les sans-papiers, les vendeurs à la sauvette, toutes celles et ceux qui fraudent, toutes celles et ceux qui décidément n'ont pas fini de faire désordre dans la mensongère et grotesque fresque d'union nationale que l'Etat et les misérables citoyens patriotards veulent représenter au monde.

TRANQUILLEMENT



IL EST ARRIVÉ

Il est arrivé tranquillement, un vendredi matin, et s'est dirigé vers l'ouest de Paris. Vers une zone saturée de poudre par un sommet international toujours en cours, et un état d'urgence en vigueur depuis bien trop longtemps déjà. Autour de lui grouillaient des hommes en uniforme, armes de guerre en bandoulière, et d'autres encore en civil, prêts à dégainer. Quelques dizaines de mètres plus loin, des ballets de berlines aux vitres fumées n'auguraient rien de bon pour tous les ennemis de l'intérieur.

Sur cette rue du Faubourg-Saint-Honoré, il n'y a pas de numéro 13, supprimé par la superstition bigote de l'Impératrice Eugénie, un ordre scrupuleusement respecté par toutes les Républiques suivantes, bien que l'Etat, la science et l'économie soient devenus les Dieux plus palpables des ordures qui en peuplent les sommets. Qu'importe, l'homme n'a cure de ces anecdotes, ce n'est pas avec l'histoire qu'il a rendez-vous, mais avec lui-même. Il poursuit son chemin jusqu'au numéro 72, encadré par deux petits sapins de Noël aussi faussement enneigés que ridiculement kitschs. Il sonne à une porte. On lui ouvre. Il sonne une seconde fois, et la deuxième porte réagit à l'identique. Quelques minutes plus tard, il marche à nouveau sur ce trottoir situé au cœur de la zone rouge la plus protégée d'un pays en guerre. Sa poche est un peu plus lourde. Légèrement plus lourde, mais lui seul peut s'en rendre compte. Il s'éloigne de ce quartier malfamé comme il était venu, tranquillement. Quelques mètres plus loin, les assassins assermentés de l'Elysée, de la résidence officielle de l'ambassadeur des États-Unis et du ministère de l'Intérieur continuent leur sale travail, imperturbables.

L'alerte est arrivée trop tard. Vers 11h, quatre vitrines de la bijouterie Chopard ont été délestées de leurs montres de luxe par un homme seul, « présentant bien » et « n'éveillant pas l'attention », au nez et à la barbe de tous les dispositifs de sécurité des rues alentour. Il y en a pour plus d'un million d'euros. Quelqu'un a allongé son bras - armé de détermination et d'audace - pour alléger une boutique de ses valeurs concentrées là en abondance. Des objets qui ne manqueront à personne, et font désormais de l'homme un des plus recherchés de la capitale, de cette capitale où rien ne doit plus se passer. Une semaine plus tôt, le pouvoir s'était vanté d'une baisse de 16% des vols et cambriolages en région parisienne depuis le 13 novembre. L'homme a peut-être souri en entendant ce chiffre. Ce n'est certainement pas lui qui contribuera à l'alimenter !

Une radio locale passe la nouvelle de façon intermittente, sur un ton à la fois scandalisé et effrayé. De l'autre côté des ondes, nul doute par contre que plusieurs auditeurs se sont réjouis pour l'inconnu à la détermination intacte. Quelques-uns, avec la rage au cœur et la liberté pour passion, se sont peut-être même demandés, à voix basse : et si, plutôt que de rester sur une position défensive en protestant (vainement) contre un état d'urgence voué à s'éterniser, il n'était pas plutôt temps de braver le terrorisme d'Etat en continuant à développer (fructueusement) nos activités subversives malgré cet état d'urgence ? Parce qu'avec un peu de fantaisie et d'imagination, tout est toujours possible pour les individus qui ne se résignent pas.

NOUS AURONS UN BEAU JOUR...

— Nous aurons un beau jour! me cria du fond de la voiture mon compagnon de voyage.

— Oui, nous aurons un beau jour !

répéta tout bas mon cœur en adoration, et il tressaillit de peine et de joie ; oui, ce sera un beau jour, le soleil de la liberté réchauffera la terre plus joyeusement que toute cette aristocratie d'étoiles nocturnes ; une nouvelle génération fleurira, engendrée dans les embrassements de choix libres, et non plus sur une couche de corvée et sous le contrôle de douaniers ecclésiastiques. Avec une naissance libre, se produiront aussi dans les hommes des pensées et des sentiments libres dont nous autres, esclaves-nés, n'avons aucune prescience.

— Oh ! ils auront tant de

peine à imaginer combien était affreuse l'obscurité de la nuit dans laquelle nous vivions, et quel horrible combat nous avions à soutenir contre des spectres hideux, des hiboux stupides et des criminels hypocrites ! Oh ! malheureux combattants que nous sommes ! nous qui avons dû dépenser toute notre vie dans un pareil combat, et qui restons fatigués et pâles quand brille le jour de la victoire ! La flamme du soleil levant ne suffira pas à rougir nos joues ni à réchauffer nos cœurs, il nous faut mourir comme cette lune qui disparaît... Elle est si courte pour l'homme, cette vie au bout de laquelle est l'inexorable tombeau !